



# Culture Presse

Union des commerçants des loisirs et de la presse

---

## Rémunération des marchands de presse : révision des seuils applicables à la majoration liée au chiffre d'affaires des marchands de presse

Contribution – juillet 2023

---

Seule Organisation professionnelle représentant les intérêts des Marchands de presse au plan national, au sens du droit du travail, Culture Presse a vocation à fédérer l'ensemble des spécialistes indépendants. Forte de près de 50 ans d'existence ; de ses milliers d'adhérents et de ses représentants de terrain, elle est l'interlocuteur historique des pouvoirs publics et des acteurs de la filière, avec lesquels elle a contribué à construire le statut et l'économie de ces commerçants indépendants – maillon essentiel du lien social et de la diffusion de la presse partout en France.

Conformément aux dispositions de la loi n° 2019-1063 réformant la loi 47-585, dite loi Bichet, l'Arcep envisage de prendre une décision permettant d'ajuster à court terme le dispositif actuel de rémunération des marchands en agissant sur certains seuils, le temps d'engager les travaux nécessaires à une réflexion en profondeur, et sollicite l'avis des professionnels du secteur.

La présente contribution est présentée par le président de notre Organisation professionnelle, Daniel Panetto. Elle reflète la position du Conseil d'administration de Culture Presse et s'inspire des débats du Congrès 2023 de l'organisation professionnelle, au cours duquel les représentants de nos adhérents ont pu afficher les attentes du réseau en matière de rémunération.



## Une refonte incontournable

Culture Presse a alerté l'Autorité de régulation dès la fin 2019 sur la nécessité d'ouvrir le chantier de la rémunération des marchands de presse, que la loi 2019-1063 – dite Bichet modifiée – a confié à l'Arcep dans son article 18 – considérant que cette compétence lui permettra d'agir efficacement pour atteindre les objectifs que la loi fixe à la distribution de la presse au numéro dans son article 16.

**La profession et son régulateur ont eu à faire face à de nombreux défis** – du cahier des charges des SADP à la mise en œuvre de l'assortiment – qui n'ont pas permis d'ouvrir ce chantier jusque-là. **Il n'en demeure pas moins que ce sujet reste une priorité aux yeux de notre organisation professionnelle** représentative et que nous en voyons la prise en compte annoncée ces derniers jours d'un œil très favorable.

**Il s'agit en effet d'assurer l'attractivité du dernier maillon** de la chaîne qui relie l'éditeur au lecteur final – et **particulièrement du seul acteur qui soit en contact direct avec le citoyen consommateur**. À l'heure où sont remises en cause les valeurs de la République et que des magasins de proximité – y compris de presse malheureusement – sont vandalisés ou incendiés, il est bon de **rappeler le rôle singulier de ces commerces culturels de proximité qui apportent une information pluraliste et la culture dans les territoires**.

## Un système de rémunération à repenser

Le dispositif pensé en 2013 pour une mise en œuvre en 2014 est aujourd'hui insuffisamment attractif pour les spécialistes indépendants. Il est complexe, peu lisible, peu anticipable pour le marchand de presse.

Il est largement fondé sur des échelles de valeur qui mériteraient d'être remises en cause plutôt que de se contenter d'une approche fondée sur des déplacements de curseurs. **Dans un marché en baisse structurelle, que ce soit pour le nombre de références à la vente ou pour la valeur, le système de 2013 est inadapté aux réalités** – et il présente une tendance elle-même structurelle à dégrader dans le temps les taux de commission des marchands de presse.

Sans se livrer à une critique du système, que nous réservons à notre contribution suivante, il est évident que le dispositif doit être repensé et **Culture Presse salue l'initiative de l'Arcep visant à adresser ce sujet au travers de son appel à deux consultations publiques successives**.



## Une attractivité à retrouver

Faute d'attractivité, ces commerces de presse se déspecialisent ou disparaissent. C'est ainsi un outil important pour l'économie des éditeurs qui s'affaiblit chaque année.

Rappelons à cet égard que **la vente au numéro constitue une part essentielle de la diffusion en exemplaires des titres** – notamment magazine – et **que tous les lecteurs-acheteurs ne contribuent pas de la même manière au modèle économique des éditeurs** : il faut jusqu'à 15 abonnés numériques pour apporter la même marge qu'un acheteur au numéro (l'abonné papier bénéficie par ailleurs d'une remise substantielle), **et les ressources issues de la publicité s'inscrivent dans un facteur de un à dix en faveur du print**.

Toute la filière a intérêt à consolider le lieu de vente où se constate le dynamisme de l'offre éditoriale et qui contribue largement à l'économie des titres. Les pouvoirs publics et les collectivités ont intérêt à voir subsister ces commerces culturels de proximité qui contribuent à l'aménagement du territoire. Enfin et surtout, c'est l'intérêt du citoyen-lecteur qui est en jeu, au travers de son accès à la culture, ferment d'un modèle de respect de l'autre qui contribue à la démocratie autant que l'accès à une presse pluraliste d'information.

Chaque point de vente qui ferme ou qui abandonne l'activité presse est une perte irréparable pour la filière. La profession a pu constater que lors de la fermeture d'un point de vente, seuls quinze pour cent de ses ventes se reporte sur les points de vente alentour.

Sans entrer dans un détail qui sera nécessairement développé dans notre contribution sur les conditions de rémunération des marchands de presse, **il convient sans doute de rappeler que ce réseau est partagé entre différentes activités**. Et parmi elles, force est de constater que **la presse y est souvent critiquée** pour sa gestion complexe et chronophage, pour un certain manque de considération à l'égard de celui qui est au bout de la chaîne, et pour une absence historique de dialogue commercial – même s'il faut laisser l'assortiment et la régulation des quantités se déployer pour espérer un changement fondamental sur ce point.

Au-delà de la pratique du métier, l'attractivité se mesure également par la place de la presse dans le modèle économique des marchands de presse. Et ceux-ci estiment communément travailler pour une rentabilité très insuffisante. Une critique qui s'appuie sur la comparaison avec d'autres activités pratiquées par chaque commerçant lui-même – **et donc sur une expérience personnelle concrète**.

À la clé, un spécialiste de la presse qui n'hésite plus à réduire drastiquement le métrage linéaire développé consacré à cette activité, voire à la supprimer purement et simplement dans son commerce. Pire encore, une attractivité insuffisante pour des entrepreneurs en recherche d'un fonds de commerce **qui aboutit trop souvent à la disparition de magasins spécialistes** faute de repreneur. Plus la presse est présente dans le modèle économique du fonds à reprendre, plus ce risque est grand. Un paradoxe quand on retient avec l'Arcep que ce sont ces points de vente spécialistes indépendants qui sont les plus attractifs pour la clientèle (étude CSA-Arcep 2023).



Dès lors que le projet de décision s'inscrit dans une démarche globale de refonte et de revalorisation de la rémunération des marchands de presse, leur organisation professionnelle ne peut qu'y être favorable.

### **Une réflexion « à deux étages » conforme à nos attentes.**

La rémunération des marchands mérite une réflexion approfondie et sérieuse, afin de guider les travaux que l'interprofession devra ensuite conduire pour la rénover et la revaloriser. **C'est malheureusement un travail qui demande du temps. Celui de la réflexion.** Culture Presse en a parfaitement conscience.

**Ni moins que nécessaire**, au risque de se tromper ou de renoncer à une mesure d'impact permettant de vérifier si les objectifs peuvent être atteints sans détérioration de la situation des marchands. **Ni plus que nécessaire**, au risque de ne pas atteindre les objectifs de consolidation par l'attractivité que Culture Presse estime indispensable.

C'est pourquoi notre Organisation professionnelle représentative comprend la nécessité de fixer la première borne sur le chemin à parcourir au 16 octobre. Elle contribuera à la réflexion au travers de sa contribution d'ici là et elle se déclare d'ores et déjà prête à participer à des négociations sérieuses avec l'interprofession dès lors que le régulateur nous en aura fixé le cadre. **Là encore, sans perdre de temps, mais sans précipitation dangereuse.** Il conviendra, du reste, de mener une étude d'impact de nouveaux dispositifs sur l'économie des spécialistes actuels, en s'appuyant sur des données consolidées toutes SADP avant toute mise en œuvre.

Toutefois nous n'avons cessé d'exprimer auprès de nos interlocuteurs la nécessité de prendre des mesures d'urgence, afin de faire cesser la lente érosion des taux de commission qui afflige les marchands spécialistes indépendants. Un discours porté auprès du Ministère, des parlementaires, des éditeurs mais aussi des SADP.

Au Congrès annuel de notre Organisation professionnelle, regroupant 150 délégués venus de toute la France pour y représenter les adhérents, nous avons organisé une table-ronde réunissant les acteurs de la filière. Ainsi, le régulateur, les deux SADP et les dépositaires ont-ils pu participer à un débat sur la situation du réseau des marchands de presse avec nos délégués. **L'attractivité et l'économie des points de vente étaient au menu.**

A cette occasion, le président de Culture Presse s'était fait le porte-parole de notre Conseil d'administration pour proposer à la profession notre vision d'une « fusée à deux étages ».

Il s'agissait très clairement d'adopter une démarche réaliste avec une mesure d'urgence à prendre dès cette année en agissant sur les seuils – et parallèlement d'adresser le sujet de manière plus fondamentale, afin de refonder la rémunération des marchands de presse à l'horizon 2024.



C'est précisément ce type de démarche que nous propose l'Arcep. Nous y sommes donc évidemment favorables. Nous saluons aussi le caractère symbolique de cette première mesure :

Elle démontre aux marchands que l'Arcep s'est bien engagée dans le processus qu'ils appellent de leurs vœux. Elle affiche clairement la volonté du régulateur de ne pas renvoyer la question à une date lointaine.

## Une urgence à agir

Il y a urgence à refonder la rémunération des marchands afin de redonner de l'attractivité à ce métier. C'est indéniable à nos yeux et nous ne manquerons pas de développer nos arguments en faveur de cette conviction dans notre prochaine contribution.

Il y a aussi urgence à prendre une décision d'adaptation des seuils telle que l'Arcep nous le propose. En effet, le marché est structurellement orienté à la baisse, alors que les différents médias et loisirs s'ajustent petit à petit pour trouver un équilibre entre eux, fonction des usages et du temps de loisir disponible des Français.

Ainsi, chaque année qui passe voit le volume d'affaires moyen du point de vente s'atrophier. Une tendance qui ne doit rien à la valeur ajoutée ou aux investissements du commerçant. Au cours des dix dernières années, l'observatoire Culture presse/Devlyx de l'encaissement moyen du spécialiste indépendant permet de constater – à effectif constant – une attrition annuelle du chiffre d'affaires presse comprise entre 1 et 6 %. L'Arcep elle-même a établi son projet de mesure en calculant l'attrition moyenne de volume d'affaires prix fort entre 2017 et 2020.

Une partie de la rémunération du marchand étant établie sur la tranche de chiffre d'affaires dans laquelle il se trouve, on constate inexorablement une dégradation qui conduit les points de vente à franchir à la baisse l'échelle desdites tranches – et à perdre mécaniquement une partie de leur taux de commission. Un volume d'affaires moindre et un taux de commission qui se réduit, et c'est la double peine... Sans parler des effets de seuils qui peuvent rendre la prévision de marge compliquée – et partant, constituer un frein à l'investissement.

Il convient de rappeler ici que ces seuils permettant de qualifier le niveau de spécialisation du marchand de presse ont été établis sur la base de l'étude des volumes d'affaires de l'année 2012. Il y a donc plus de 10 ans désormais. La profession n'ayant pas anticipé cette situation, ces seuils n'ont jamais été indexés, fonction de l'évolution du marché global. Dans un marché en attrition structurelle, il y a là un funeste oubli. Il faut ici souligner que ces seuils et plafonds avaient été construits afin d'offrir une échelle comparative entre les points de vente de leur degré de spécialisation – fonction des réalités de marché d'alors. Nous parlons donc de mesurer la spécialisation autant que de taux de commission.



Il est donc urgent de ne pas attendre la fin des travaux sur la rémunération pour enrayer cette spirale délétère qui érode la marge tirée des ventes de presse plus vite que l'évolution du marché. À la clé, l'attractivité du réseau.

Notre organisation professionnelle est donc particulièrement désireuse que ce coup de frein soit donné grâce à l'adoption de la mesure envisagée. Elle est très favorable à ce que son application dès le second semestre de 2023 soit maintenue dans la décision finale, sans qu'un délai soit demandé.

### Une mesure imparfaite mais utile, que soutient Culture Presse

Sur la mesure envisagée, nous relevons qu'il s'agit de réduire l'ensemble des planchers des tranches de volume d'affaires de 6% puis d'arrondir les tranches au millier d'euros le plus proche. Nous sommes favorables à l'adoption d'une telle mécanique.

Compte tenu du fait que la moitié de l'année 2023 est déjà passée et qu'aucune mesure de fond ne peut être espérée avant au mieux le premier semestre 2024, notre Organisation professionnelle représentative estime **qu'il aurait mieux valu baisser les seuils de 10% et non de 6%**. Cela aurait permis de couvrir l'ensemble de la période qui court entre le semestre à venir et la mise en œuvre de nouvelles dispositions.

Nous considérons donc que cet index de variation est suffisant pour répondre à l'objectif posé pour le passé, **mais qu'il ne permet pas de se projeter dans l'avenir immédiat – jusqu'à mise en place d'un nouveau dispositif de rémunération plus attractif**. Ceci, sans remettre en cause, d'ailleurs, le calcul de l'Arcep qui a fondé sa proposition.

À défaut d'une prise en compte du délai à venir, et fonction de l'avancement des travaux de l'interprofession suite à la décision cadre du régulateur, **nous estimons que nous devons sans doute porter une nouvelle demande d'ajustement des seuils à la fin de 2023 – et nous préférons voir cette question traitée dans cette décision – par une adaptation immédiate des seuils ou qu'un ajustement automatique soit d'ores et déjà prévu en cas de retard**.

Nous avons bien compris que l'Arcep n'a pas voulu mettre en place une modalité d'indexation d'un dispositif voué à disparaître, **mais nous craignons que le sujet ne demande de longues négociations, voire qu'il encourage au retard**, et nous aimerions nous prémunir contre cela. Aussi, à minima, **nous estimons qu'une indication de cette possibilité dès la première décision, assortie de délais rassurerait le réseau des marchands**, déjà confronté à une crise de la consommation de produits culturels et de loisirs sous l'effet de l'inflation et à une crise de l'offre, compte tenu des prix du papier et de l'imprimerie – voire de toute nouvelle crise qui pourrait l'impacter, à l'instar des récentes violences urbaines.



## En conclusion

Notre organisation professionnelle représentative est favorable à l'adoption de cette décision par l'Arcep. Elle en salue le caractère symbolique, mais aussi les effets pratiques pour enrayer la chute des taux de commission et contribuer à l'attractivité du métier de marchand de presse mais aussi à la valorisation des marchands spécialistes indépendants.

Elle regrette toutefois que cette décision neutralisant les effets de la baisse de chiffre d'affaires de 2022 ne prévoie pas de disposition pour tenir jusqu'à la conclusion d'un accord interprofessionnel en 2024, en baissant les seuils dès à présent pour les 18 mois qui courent jusqu'en juin 2023 ou en prévoyant un ajustement futur, sans qu'il soit nécessaire de prendre une nouvelle décision, elle-même soumise à consultation. Elle propose qu'un délai maximum pour la conclusion d'un accord interprofessionnel soit ajouté au texte soumis à consultation et que le principe d'un nouvel ajustement des seuils en cas de besoin soit d'ores et déjà prévu dans son principe.